



Déclaration liminaire Solidaires Finances Publiques ENFiP

CSAL16 octobre 2024

Monsieur le Président

Les instances de dialogue social de cette rentrée 2024 se déroulent dans un contexte de crise sociale, démocratique, institutionnelle et budgétaire sans précédent.

Dans cette situation, un changement profond des orientations politiques, économiques et sociales est attendu par l'ensemble des salariés et, au-delà, par la majorité de la population. Il est urgent de mettre en œuvre des choix fondés sur la justice fiscale, sociale et environnementale, afin que celles et ceux qui sont oubliés soient enfin entendus et respectés, et que les richesses soient réparties de manière plus juste.

Les politiques d'austérité budgétaire, menées depuis des années et renforcées par les choix de Monsieur Macron visant à alléger la fiscalité des plus riches et des entreprises tout en réduisant les dépenses publiques, ont conduit à la situation actuelle. L'ampleur du déficit n'est pas liée à des dépenses publiques incontrôlées, mais à un cruel manque de recettes.

Dans notre liminaire du 9 octobre, nous déplorions que les premières décisions annoncées par Michel Barnier et son gouvernement montraient que les orientations fiscales et économiques ne changeraient pas et risquaient d'aggraver encore la situation de la population.

Après une première analyse du projet de loi de finances, nous constatons que la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) assume une perte de 550 emplois, soit à elle seule un gros quart des pertes totales au niveau de la Fonction Publique d'État. Ces suppressions viennent fragiliser encore davantage une direction déjà durement éprouvée. Le diagnostic est relativement partagé : la DGFIP ne pouvait aller beaucoup plus loin en termes de réduction d'effectifs, et une sorte de promesse politique avait été faite pour mettre un terme à cette spirale infernale. Or, cette promesse est désormais reniée...

Par ailleurs, malgré la stabilité apparente du projet de loi de finances initial, les circonstances politiques actuelles pourraient bien bouleverser cet équilibre, et les appels à davantage de restrictions budgétaires pourraient s'intensifier. Nous resterons vigilants sur ce point.

Enfin, nous condamnons fermement les tentatives de discréditer Bercy, présenté comme un ministère incapable de gérer les finances. S'il y a une responsabilité à chercher, c'est au niveau

politique, et en aucun cas à faire retomber sur des administrations qui n'ont fait qu'appliquer des orientations décidées ailleurs.

Concernant le CSAL, nous avons trois observations préliminaires :

1. Nous regrettons d'avoir reçu les documents seulement quatre jours avant la tenue de l'instance, et ce, uniquement suite à notre demande.
2. Nous sommes surpris de ne pas avoir de nouvelles de l'instruction sur l'harmonisation des congés. Lors du CSAL du 19 juin, vous aviez annoncé qu'elle ferait l'objet d'une discussion en septembre 2024, avant sa diffusion en fin d'année. Où en sommes nous ?
3. Concernant les modifications prévues pour les prochains concours externes généralistes, sont-ils les prémices d'une mise en place de concours interministériels ?

Nous ferons nos remarques au fil de la présentation des fiches

En questions diverses, les élus Solidaires Finances Publiques souhaiteraient évoquer les points suivants :

- Face aux difficultés budgétaires dans toutes les directions, quelles réflexions et pistes l'ENFIP envisage-t-elle (augmentation du distanciel, mono-animation, intervention auprès du DG sur les frais de déplacement, etc.) ?
- Les contrôleurs stagiaires ont rencontré de graves problèmes de connexion à la plateforme Odyssée le 4 octobre. La direction peut-elle nous assurer qu'il n'y aura pas de problèmes pour la réalisation de la prochaine évaluation de compétences en décembre ?

Pour terminer cette liminaire, dans l'attente des retours d'exploitation des dernières scolarités, nous réitérons notre demande de présentation des niveaux de compétence obtenus pour chaque Unité de Compétence.